

Audience publique du 7 mars 2011

Recours formé par
la société anonyme ..., ...
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôts sur le revenu des collectivités

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 26523 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 25 janvier 2010 par Maître Murielle Zins, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société anonyme ..., établie et ayant son siège social à ..., inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro ..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonction, tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 15 décembre 2009 ayant déclaré irrecevable la réclamation introduite contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal de l'année 2003, émis le 15 mai 2008 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 23 avril 2010 ;

Vu la constitution de nouvel avocat à la Cour déposée au greffe du tribunal administratif le 22 mars 2010 par laquelle Maître Eyal Grumberg, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, déclare agir en remplacement de Maître Murielle Zins ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision directoriale critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Elisabeth Relave-Svendsen, en remplacement de Maître Eyal Grumberg, et Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en leurs plaidoiries respectives.

Par bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal émis en date du 15 mai 2008 pour l'année d'imposition 2003, la société anonyme ..., dénommée ci-après la « société ... », fut imposée par voie de taxation d'office, « *à défaut de déclaration d'impôt* » à un montant de 22.880 € au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités et à un montant de 6.187 € au titre de l'impôt commercial communal.

Par courrier recommandé du 10 novembre 2009, expédié le même jour, la société ... fit introduire par son mandataire auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé le « directeur », une réclamation contre les deux bulletins précités, dans laquelle elle concluait notamment à l'inexistence des deux bulletins du fait de ne pas comporter de signature ou d'autre identification quant à l'auteur des bulletins litigieux et développa une argumentation pour expliquer les raisons ayant abouti au défaut de dépôt de ses déclarations fiscales ayant trait à l'année fiscale 2003 dans le délai légal, entraînant la taxation d'office par le bureau d'imposition. Elle sollicita partant une modification des impositions fixées à son égard par les bulletins précités en soutenant, sans apporter davantage d'informations à cet égard, que « *le bénéfice commercial suivant bilan commercial émis par la société ... sont (sic) sans aucun lien avec le montant évalué par l'Administration des Contributions Directes* ».

Par sa décision du 15 décembre 2009, le directeur rejeta ladite réclamation comme étant irrecevable pour cause de tardiveté. Ladite décision est libellée comme suit :

« Vu la requête introduite le 16 novembre 2009 par Me Murielle Zins, au nom de la société anonyme ..., avec siège ..., pour réclamer contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal de l'année 2003, tous émis le 15 mai 2008 ;

Vu le dossier fiscal ;

Vu les paragraphes 228 et 301 de la loi générale des impôts (AO) ;

Considérant que l'introduction par une requête unique de plusieurs demandes distinctes, mais néanmoins semblables, empiète sur le pouvoir discrétionnaire du directeur des contributions de joindre des affaires si elles sont connexes, mais n'est incompatible en l'espèce avec les exigences d'une procédure ordonnée ni dommageable à une bonne administration de la loi ; qu'il n'y a pas lieu de la refuser ;

Considérant que le bulletin de l'impôt commercial communal de l'année 2003 est critiqué à l'aide de moyens qui visent le bulletin de la base d'assiette y afférente ; qu'en application du paragraphe 5 de la 2^e GewStVV du 16 novembre 1943 et de la GewStR 13 (cf. paragraphe 7 GewStG.), le bulletin de la base d'assiette de l'impôt commercial communal de l'année 2003 se trouve affecté d'office pour le cas où il résulterait du recours sous analyse une variation du bénéfice d'exploitation soumis à l'impôt commercial communal ;

Considérant que les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de la base d'assiette de l'impôt commercial communal de l'année 2003 ont été émis le 15 mai 2008 sous pli fermé à l'adresse de la réclamante ;

Considérant qu'aux termes des §§ 245 et 246 AO, dont la règle a été reprise dans l'instruction sur les voies de recours jointe aux bulletins entrepris, le délai de réclamation est de trois mois et court à partir de la notification, qui en cas de simple pli postal est présumée accomplie le troisième jour ouvrable après la mise à la poste ; que la requête, entrée le 16 novembre 2009 et datée du 10 novembre 2009, n'a donc pas été introduite dans le délai légal de réclamation, lequel a expiré le 20 août 2008 ;

Considérant qu'aux termes du § 83 AO ce délai est un délai de forclusion ;

Considérant que l'instruction n'a pas révélé de circonstances susceptibles de justifier un relevé de forclusion (§§ 86 et 87 AO) ;

Considérant qu'aux termes du § 252 AO la réclamation tardive est irrecevable ;

PAR CES MOTIFS

dit les réclamations irrecevables ; ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 25 janvier 2010, la société ... a fait introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la décision directoriale précitée du 15 décembre 2009.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « Abgabenordnung », en abrégé « AO », et de l'article 8 (3) 3. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur ayant statué sur les mérites d'une réclamation contre un bulletin de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal.

Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation introduit à titre principal.

Il s'ensuit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

Le recours en réformation est recevable pour avoir par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, la demanderesse fait expliquer qu'elle aurait transféré son siège social en date du 3 mars 2005 et que son nouveau domiciliataire ainsi que son nouveau comptable n'auraient été en mesure de rassembler les pièces comptables ayant trait à l'exercice fiscal 2003 qu'au cours du mois de septembre 2008, de sorte qu'il ne leur aurait pas été possible de déposer sa déclaration fiscale afférente à l'année 2003 dans le délai prévu par la loi.

En droit, elle reproche au directeur de ne pas avoir fait droit à sa réclamation et notamment à son argumentation tendant à voir déclarer les bulletins d'impôt litigieux comme étant inexistant du fait de ne comporter aucune signature ni aucune autre identification quant à leur auteur. Elle se réfère dans ce contexte à un jugement du tribunal administratif du 4 mai 2009 inscrit sous le numéro 24361 du rôle. Elle soutient partant que du fait de l'inexistence desdits bulletins, le directeur aurait dû déclarer recevable sa réclamation du 10 novembre 2009, lui parvenue en date du 16 novembre 2009, pour avoir été introduite dans le délai légal.

En conclusion à ses développements, la demanderesse estime que le directeur aurait dû examiner au fond sa situation fiscale, au vu de ce que, d'après elle, l'évaluation faite par « l'Administration des Contributions Directes » serait « totalement surfaite ».

C'est toutefois à bon droit que le délégué du gouvernement se réfère à un arrêt de la Cour administrative du 29 novembre 2009 (n° 25728C du rôle), ayant réformé le jugement du tribunal administratif du 4 mai 2009 (n° 24361 du rôle), auquel la demanderesse s'est référée, en ce que ledit arrêt a retenu que le paragraphe 211 AO n'impose pas formellement la signature du bulletin par un responsable de l'administration et doit dès lors être interprété en ce sens qu'il ne requiert pas cette formalité et que la mention du bureau d'imposition ayant procédé à la fixation de la cote d'impôt conformément au paragraphe 210 (1) AO est suffisante pour permettre au contribuable de vérifier la compétence de l'autorité ayant pris la décision d'imposition. Il s'ensuit que le seul moyen invoqué par la demanderesse à l'appui de son recours est à rejeter comme n'étant pas fondé, abstraction faite de la question de savoir si le bien-fondé de ce moyen aurait pu aboutir à la réformation de la décision directoriale sous examen du 15 décembre 2009.

Aucun autre moyen n'ayant été soulevé en cause, le recours est à rejeter.

Au vu de l'issue du litige, il n'y a pas lieu de faire droit à la demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure de 1.500 € formulée par la demanderesse au dispositif de sa requête introductive d'instance.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours principal en réformation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

rejette la demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure ;

condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par :

Marc Feyereisen, président,
Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Anne Gosset, juge,

et lu à l'audience publique du 7 mars 2011 par le président, en présence du greffier assumé Sabrina Knebler.

s. Sabrina Knebler

s. Marc Feyereisen

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 8 mars 2011

Le Greffier du Tribunal administratif